

**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Eaux usées :

42 organisations réclament un grand chantier de l'eau propre

Montréal, le 15 juin 2020 – Suite à la publication du communiqué de la Fondation Rivières intitulé « [Traitement des eaux usées au Québec : 7 municipalités sur 10 contaminent toujours les rivières](#) », 42 organisations sensibles aux enjeux de l'eau se sont unies afin de réclamer au gouvernement du Québec des actions concrètes en matière d'assainissement des eaux usées municipales.

La liste des signataires ainsi que l'intégralité de la lettre ouverte peuvent être consultées sur le [site internet de la Fondation Rivières](#). Notons, entre autres, la présence des grands regroupements nationaux suivant : Le Regroupement des organismes de bassin versant du Québec (ROBVQ), Stratégie Saint-Laurent, le Regroupement national des conseils régionaux en environnement (RNCREQ) et le Regroupement québécois des groupes écologistes du Québec (RQGE).

Ensemble, elles ont rédigé une lettre ouverte faisant l'objet de recommandations pour protéger les cours d'eau du Québec et assurer aux Québécoises et aux Québécois des accès publics aux rivières qui soient propres et sanitaires. Ce document a été envoyé au premier ministre du Québec, ainsi qu'aux ministres de l'Environnement et des Affaires municipales le vendredi 12 juin 2020.

7 municipalités sur 10 contaminent toujours les cours d'eau du Québec

Rappelons qu'en 2018, 53 645 surverses d'eaux usées dans les cours d'eau du Québec ont eu lieu, ce qui représente 147 débordements en moyenne par jour. Ces surverses comptabilisent un total de 37 575 heures de débordement pour cette seule année. De plus, une fois sur cinq, jusqu'à 25% du débit d'eaux usées acheminé aux usines qui est détourné dans les rivières sans recevoir de traitement, et ce, malgré des milliards d'investissements publics.

« Il est regrettable qu'en 2020, malgré des milliards de fonds publics investis, la situation des débordements d'eaux usées municipales dans les cours d'eau du Québec ne soit toujours pas contrôlée. Ce que nous demandons au gouvernement aujourd'hui, c'est de s'attaquer à cet enjeu rapidement. Nous avons une chance inouïe d'avoir sur notre territoire de si nombreux cours d'eau. Nous avons le devoir collectif de les protéger. » - Alain Saladzius, président de la Fondation Rivières.

-30-

Source : Geneviève Tardy, responsable des communications
c. 514 424-3556
communications@fondationrivieres.org